

Informations du Guatemala



5° année / N° 225

du 19 au 25 juin 1987

POLITIQUE

Les USA font pression pour que le sommet soit suspendu
Quatre nouveaux généraux
Un accord final entre gouvernement et fonctionnaires
Les fumigations sont suspendues
Voyage de l'épouse du président au Chili
Des membres de coopératives guatémaltèques en Israël
Mauvaise assistance dans les pôles de développement
Aide économique de la CEE aux victimes de la répression

ECONOMIE

Baisse du revenu par habitant en Amérique centrale

INSURRECTION

L'URNG informe d'actions dans le nord-ouest

DROITS DE L'HOMME

Victimes des fumigations
Un agriculteur assassiné devant sa famille
Découverte d'un cimetière clandestin
Des cadavres retrouvés dans un immeuble de la capitale
Mort mystérieuse de citoyens chinois
Un nord-américain assassiné en mission officielle
Menaces contre une famille agressée par les gardes du corps
de l'ambassadeur des USA

4° P. 12315

POLITIQUE

LES USA FONT PRESSION POUR QUE LE SOMMET SOIT SUSPENDU

Le sénateur démocrate Christopher Dodd a affirmé, le 18 juin, que le président Ronald Reagan était en train de tenter de faire obstacle au plan Arias pour la paix en Amérique centrale, et il a déclaré que le sommet des présidents centraméricains ne se tiendrait probablement pas avant septembre, date à laquelle les parlementaires nord-américains discuteront la demande d'aide aux mercenaires nicaraguayens. On a appris en outre que le président Reagan avait annoncé à son homologue costaricien, le président Oscar Arias, que son administration continuerait sa politique d'aide à la "contra" nicaraguayenne, s'opposant ainsi à certaines propositions du plan Arias qui doit être discuté lors du sommet. Par ailleurs, Julio Santos, porte-parole du gouvernement guatémaltèque, a fait savoir, le 22 juin, que le Guatemala ne participerait à aucune réunion où ne seraient pas représentés les cinq pays de l'isthme.

QUATRE NOUVEAUX GENERAUX

Le 18 juin, a été officiellement annoncée la nomination de quatre nouveaux généraux par le président Vinicio Cerezo. Cette nomination prendra effet le 30 de ce mois, et portera à six le nombre des officiers de ce rang. Les quatre nouveaux généraux sont présentement le colonel Arturo Guillermo de la Cruz Gelpke, vice-ministre de la Défense, Juan Leonel Bolanos, commandant de la brigade militaire "Garde d'honneur", Eduardo Wholers, commandant des forces aériennes guatémaltèques, et Julio Cesar Ruano Herrera, commandant de la police militaire.

UN ACCORD FINAL ENTRE GOUVERNEMENT ET FONCTIONNAIRES

Alfonso Cabrera, ministre de la Présidence, et Victor Hugo Balcarcel, dirigeant syndical du secteur public, ont annoncé, le 19 juin, qu'ils étaient arrivés à un accord final à propos du conflit qui avait éclaté en mai dernier et qui avait conduit à la grève près de 200 mille travailleurs revendiquant une augmentation salariale ainsi que d'autres améliorations sociales.

Les principales dispositions de l'accord sont une augmentation salariale de 25 quetzals (environ 10 dollars) mensuels, une prime annuelle de 100 quetzals à partir d'août, la retraite après 20 ans de travail avec une pension minimale de 1 quetzal, des sanctions contre les spéculateurs, une réduction des dépenses publiques de 32 millions de quetzals et la réforme de la loi sur le service public.

Les syndicats du ministère des Finances, de la cour des comptes de la nation et de l'éducation du Guatemala se sont refusés à signer cet accord, considérant qu'il ne satisfait pas les revendications qui furent à l'origine du mouvement.

LES FUMIGATIONS SONT SUSPENDUES

En réponse aux nombreuses protestations formulées par les maires, les habitants, les agriculteurs, les associations agricoles, les institutions universitaires, les députés et autres secteurs sociaux, le gouvernement guatémaltèque a décidé de suspendre les opérations de fumigation des plantations de narcotiques qui étaient réalisées dans le département de San Marcos par des avions et des pilotes de la Drug Enforcement Agency (DEA) du gouvernement des Etats-Unis. L'information a été donnée officiellement le 23 juin. Selon des accusations lancées par la presse et confirmées par le député Richard Shaw, au moins 14 personnes et des centaines de bovins sont morts pour avoir bu l'eau empoisonnée des rivières de la région. Les dommages causés à l'écologie et aux cultures de grains de base sont importants. Les fumigations contre les plantations de pavot et de marijuana ont commencé à la mi-avril dans la région du Peten provoquant des dommages énormes sur la faune et la flore de cette zone considérée comme l'une des plus riches du pays.

VOYAGE DE L'EPOUSE DU PRESIDENT AU CHILI

Le gouvernement guatémaltèque est en train de promouvoir la création du parlement centraméricain, la réalisation du sommet des présidents, une réunion des vice-présidents et des ministres pour réactiver l'intégration régionale ainsi que d'autres initiatives politiques, a déclaré, le 20 juin, l'épouse du président Vinicio Cerezo, Raquel Blandon, à l'occasion de la rencontre "Femmes et démocratie" qui s'est tenue pendant cinq jours dans la capitale chilienne à l'initiative de l'Union des femmes démocrates-chrétiennes (UMMDC). L'épouse du président guatémaltèque a dit qu'elle ferait un voyage privé au Paraguay les 23 et 24 juin, avec la même volonté de promouvoir la démocratie.

DES MEMBRES DE COOPERATIVES GUATEMALTEQUES EN ISRAEL

Le docteur Mordehai Hatzor, directeur du Centre d'études coopératives d'Israel pour l'Amérique latine, a fait savoir le 18 juin qu'entre 15 et 20 boursiers guatémaltèques voyagent chaque année en Israel, invités par cet organisme. La déclaration a été faite à l'occasion d'une visite de courtoisie à Julio Pacheco, responsable de l'Institut national des coopératives du Guatemala.

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

LE POINT SUR LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT

L'augmentation du prix des denrées et des transports, le non respect des promesses d'augmentation des salaires des travailleurs des secteurs public et privé, le refus de reconnaître le droit de s'organiser en syndicats et la grève des employés de l'Etat, la coupe dans le budget des services sociaux publics, le mépris des questions agraires (à l'exception du plan de réorganisation économique et sociale), constituent le cadre de la situation économique du pays, après neuf mois de gouvernement démocrate-chrétien.

Au cours du premier mois de gouvernement civil, les syndicats ont exigé le plafonnement des prix des produits de première nécessité, et ont estimé insuffisant le barème des salaires proposé par le gouvernement.

Néanmoins, dans le cadre du plan de réorganisation économique, le gouvernement a libéré les prix de 295 produits de consommation courante, en mars dernier.

L'actuel ministre de l'économie, Lizardo Sosa, assure que la politique des prix adoptée "convient aux intérêts des consommateurs et des producteurs" et "constitue une démonstration de bonne volonté et de confiance" envers le secteur privé.

L'augmentation des prix provient, entre autres raisons, de la dévaluation de fait provoquée par l'unification des parités du quetzal et du dollar (3 pour \$1).

Les services, eau, électricité, transports urbains et nationaux ont connu des augmentations qui, selon les fonctionnaires du gouvernement ne sont pas inflationnistes en elles-mêmes. L'un des coups les plus durs porté à l'économie domestique est sans aucun doute l'augmentation du prix des médicaments ; selon les statistiques du ministère de la Santé, les médicaments importés ont augmenté de 150 %, les médicaments produits sur place de 50 %.

4° P. 12315

L'administration démocrate-chrétienne, dans le but de stimuler le secteur privé, a annoncé l'approbation d'une nouvelle libération des prix, semblable à celle de février dernier ; elle s'absentiera de faire pression sur les entrepreneurs du privé pour qu'ils acceptent des augmentations de salaires. Ces projets sont annoncés en dépit du fait que les données officielles font état d'une moyenne de 40 % d'inflation sur les 4 mois du début de l'année.

Depuis 1985, année au cours de laquelle le processus inflationniste a pris de l'ampleur, l'inflation provenait principalement de l'importation, notamment des hydro-carbures. Mais le phénomène est aujourd'hui stimulé par la spéculation sur le quetzal, même si le déséquilibre extérieur intervient encore pour beaucoup.

L'inflation est donc passée de 10% pour l'année 1984 à 30% en 1985.

On ne peut occulter l'impact de l'inflation sur la structure politique. Selon Gert Rosenthal, secrétaire général de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), la situation est aujourd'hui particulièrement critique, en raison de la tendance du Guatemala à l'hyper-inflation.

En mai, le gouvernement de Cerezo a annoncé qu'aucun barème d'augmentation salariale ne serait imposé, se contentant de recommander une augmentation des salaires de 20 à 21 % au minimum, applicable dès le premier mois du plan.

Les membres de la Confédération Unitaire Syndicale du Guatemala (CUSG), proche de l'administration démocrate-chrétienne, se sont déclarés, par la voix de leur premier secrétaire, Juan Francisco Alfaro, "dégus et trahis" ; cet accord leur apparaît comme "profondément négatif" pour le monde du travail, car "outre le fait de le soumettre à la bonne ou mauvaise volonté des patrons, il crée un précédent défavorable pour le droit de négociation collective". Une augmentation des salaires de 20 % s'avèrera de toute façon insuffisante et n'améliorera pas de manière significative les conditions de vie des travailleurs.

Au mois d'août, le président Cerezo a demandé aux travailleurs de consentir à un "petit sacrifice" en s'abstenant de solliciter une augmentation de salaire jusqu'en 1987.

De son côté, l'Université de San Carlos a estimé que l'augmentation de 50 quetzales, accordée au début de l'année aux employés de l'Etat, "est insignifiante face à l'escalade des prix".

Les taux de chômage et de sous-emploi sont estimés à 45 % de la population active en 1985 ; la tendance ne sera pas inversée grâce à la proposition gouvernementale de créer temporairement 40 000 nouveaux emplois, la moitié du nombre de nouveaux demandeurs arrivant sur le marché chaque année.

Selon l'Institut Guatémaltèque de Sécurité Sociale, 220 000 emplois ont été supprimés ces cinq dernières années, la plus grande baisse étant enregistrée en 1981.

Le Secrétariat général de la planification économique indique un taux de chômage multiplié par 5 entre 1980 et 84. L'inactivité augmente également dans le secteur privé et la moyenne des salaires (en termes réels) a diminué de 18 %.

Les salariés du secteur privé, comme ceux du secteur public, ont vu leur pouvoir d'achat baisser ; en dehors de l'administration publique, le nombre d'emplois a diminué. Les revenus des personnes occupées dans le commerce, salariées ou à leur compte, ont également diminué. Ce secteur de la petite et moyenne entreprise, qui avait été stimulé par la croissance économique des années 70, se trouve donc aujourd'hui dans une situation très précaire.

D'autre part, le sous-emploi est un problème structurel au Guatemala, surtout en zone rurale, en raison de l'inexistence de minifundio ; le nombre d'exploitations agricoles de moins de 7 ha est passé de 308 000 en 1950 à 548 000 en 79.

L'exportation agricole est toujours concentrée sur 20 % des exploitations, dont la taille moyenne est de 201 ha ; environ un demi million de chefs de famille sont des paysans sans terre.

Le chômage et la pauvreté atteignent des seuils critiques, tant à la ville qu'à la campagne. A la fin des années 70, après une période de croissance économique, 80 % de la population la plus pauvre recevait une part de la masse des revenus inférieure à ce qu'elle percevait dix ans plus tôt, alors que la part des 20 % les plus riches augmentait.

Une étude de la CEPAL sur la condition économique et sociale en Amérique centrale, publiée en février dernier, signale une légère augmentation du PIB de la majorité des pays en 1984, bien que le revenu moyen par habitant n'atteigne que des niveaux comparables aux décennies précédentes. Ainsi, il était équivalent, au Guatemala et au Costa Rica, au revenu moyen enregistré en 1972 (1970 pour celui du Honduras).

Il faut également mentionner 4 années de dépression dans la production, les taux de chômage intolérables, l'absence de réserves, le paiement de la dette extérieure qui atteint un seuil dangereux, la dégradation des taux de change, tous ces éléments n'ont pas été améliorés par la politique démocrate-chrétienne.

Le Fonds monétaire International estime la chute du PIB à 1,3 % en 1985, et prévoit 1,6 de baisse en 86.

Cerezo déclare avoir besoin de \$300 millions pour stabiliser la situation, prévoit d'économiser sur les dépenses externes et obtenir des crédits pour les programmes de développement.

Pour la 5^e année consécutive, on observe une tendance à la baisse des exportations régionales, d'environ 50 % entre 1980 et 1985.

Néanmoins, le secteur le plus atteint est celui de la construction, en raison de la diminution des investissements publics, de la baisse d'activité du secteur privé et la fin des grands travaux hydro-électriques et d'infrastructure.

En janvier, les réserves brutes s'élevaient à \$514 millions desquels il faut retirer les obligations à court terme : \$ 595 millions.

De plus, on estime la fuite des capitaux privés à 40 % de la dette externe, ce qui contribue à aggraver la crise.

La situation de la dette extérieure est délicate : le pays n'a cessé de recourir à des crédits extérieurs pour financer les programmes d'investissements publics et éponger le déficit de la balance des paiements.

Le remboursement de la dette extérieure absorbera en 86 la moitié environ des entrées provenant des exportations (1,500 millions de dollars). La dette extérieure s'élève à 2,500 millions de dollars, son service en 1985 à environ \$ 500 millions.

Selon la CEPAL, l'Amérique centrale a contracté une dette extérieure de plus de 18,000 millions de dollars, soit 71 % du PIB, ce qui représente une proportion supérieure à celle du reste du continent.

Hatzor est venu au Guatemala pour transmettre une invitation officielle afin qu'une délégation guatémaltèque participe au séminaire des hauts responsables des institutions nationales de coopératives d'Amérique latine qui aura lieu en Israël du 18 octobre au 6 novembre 1987.

MAUVAISE ASSISTANCE DANS LES POLES DE DEVELOPPEMENT

Les rapatriés guatémaltèques qui reviennent d'autres pays, principalement du Mexique, reçoivent une mauvaise assistance et sont totalement abandonnés par les autorités qui ne prennent pas en compte leurs besoins les plus élémentaires, ont déclaré les députés Andres Coyote et Fermin Gomez, après avoir réalisé une visite, le 22 juin, dans plusieurs villages militarisés de l'intérieur du pays.

Les représentants, membres de la commission aux communautés indigènes du Congrès de la République, ont affirmé que les aliments ne sont distribués qu'à l'arrivée dans les pôles de développement, après quoi "les gens ne reçoivent rien et dorment sous les arbres". Tous "sont abandonnés à leur sort".

AIDE ECONOMIQUE DE LA CEE AUX VICTIMES DE LA REPRESSION

Selon la presse du 20 juin, la commission mixte de la Communauté économique européenne (CEE) et d'Amérique centrale a adopté à Bruxelles une série de mesures afin d'intensifier les relations entre ces deux régions du monde. L'une de ces mesures est l'approbation de trois nouveaux projets, pour un montant total de 870 mille écus (1 écu = 1,03 dollars), d'aide aux réfugiés et aux personnes déplacées.

Il s'agit d'un projet de développement dans le quartier défavorisé d'El Mezquital, dans la capitale guatémaltèque, d'un programme de santé, d'alimentation et d'éducation pour les enfants d'origine indigène du département d'El Quiche, et de la réalisation de la seconde étape d'un projet d'auto-suffisance pour les réfugiés guatémaltèques de la région de Tapachula, Mexique.

ECONOMIE

BAISSE DU REVENU PAR HABITANT EN AMERIQUE CENTRALE

Selon une étude réalisée par la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) et publiée le 21 juin à Washington, le revenu par habitant des pays d'Amérique centrale a continué à baisser en 1986, ce qui constitue, depuis 1978, une perte cumulée de 26%.

Cette étude précise que le produit intérieur brut n'a augmenté en 1986 que de 0,3% dans les pays centraméricains, contre 3,4% pour le reste de l'Amérique latine.

En détaillant ces indices, le CEPAL indique que le Costa Rica et le Honduras sont parvenus à augmenter leurs PIB respectifs de 2 et 3 %, le Salvador a souffert un recul de 0,5%, tandis que le Guatemala et le Nicaragua sont restés totalement immobiles.

Quant à l'inflation, elle est de 4,1% au Honduras, de 13,8% au Costa Rica, de 32% au Salvador, de 41% au Guatemala et de 777,6% au Nicaragua, pays qui souffre d'un processus hyperinflationniste.

INSURRECTION

L'URNG INFORME D'ACTIONS DANS LE NORD-OUEST

Selon un communiqué insurgé diffusé le 18 juin, des forces de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) ont attaqué plusieurs colonnes de l'armée gouvernementale qui poursuivaient la population civile de la commune d'Ixcán, dans le département d'El Quiché, au nord-ouest du pays. Dix soldats ont été tués et quatre blessés.

L'URNG fait savoir que les 10 et 11 juin au cours d'une opération à laquelle ont participé 10 hélicoptères et 6 avions des forces aériennes guatémaltèques avec des troupes venant de la zone militaire de Playa Grande, plus de 600 soldats ont débarqué dans différents endroits d'Ixcán et ont attaqué la population paysanne.

L'URNG signale enfin que les 11 et 12 juin quatre avions A37B, deux PC Pilatus et deux hélicoptères ont lancé plus de 35 bombes de 50 kilos.

DROITS DE L'HOMME

VICTIMES DES FUMIGATIONS

Selon la presse du 18 juin, douze membres d'une même famille dont le nom n'a pas été donné, sont morts après avoir bu de l'eau empoisonnée d'un ruisseau du village d'El Rosario, situé dans la commune de Tacaná, département de San Marcos, après que les autorités aient fumigé de supposées plantations de pavot dans cette zone.

Le 20 juin, à l'occasion de la remise de 360 hectares de terres aux paysans par le président Vinicio Cerezo, les habitants des communes de Tacaná et de Sibinal ont manifesté contre les fumigations qui ont contaminé l'eau des puits et des rivières et détruit des récoltes.

Le 22, le député Richard Shaw a exigé du ministère de la Présidence des éclaircissements à propos de la mort de quatorze personnes occasionnée par les fumigations dans l'ouest du pays.

UN AGRICULTEUR ASSASSINE DEVANT SA FAMILLE

Selon la presse locale du 23 juin, Arturo Barreda Salazar, agriculteur de 44 ans, a été tué par balles devant son épouse et ses enfants, à l'intérieur de sa maison du village de Morritos, commune de Nueva Santa Rosa, département de Santa Rosa, au sud-est du pays.

Ce même jour, on a appris la découverte des corps de Rosebel Avelarde Ralda, 20 ans, et d'Oficio Torero sur les terres de la ferme "Virginia", dans le département de Quezaltenango. Ces personnes avaient été enlevées six jours auparavant par un groupe d'inconnus.

Par ailleurs, à l'intérieur de l'église du village de Sabanetas, commune de Taxisco, Santa Rosa, a été retrouvé le cadavre torturé de Concepcion Cabrera Gonzalez, 30 ans. Enfin, l'homme retrouvé tué par balles après avoir été torturé face au centre de santé de Nueva Santa Rosa le 16 juin a été identifié comme étant Gervasio Martinez Morales, 25 ans.

DECOUVERTE D'UN CIMETIERE CLANDESTIN

Dans la commune de Guadalupe Duenas, département de Satepequez, a été découvert, le 24 juin, un cimetière clandestin où pourrait être trouvés plus de six cadavres, a-t-on appris de source officielle.

DES CADAVRES RETROUVES DANS UN IMMEUBLE DE LA CAPITALE

Les cadavres de deux hommes ont été retrouvés le 19 juin dans l'immeuble "Aurora", situé dans un quartier du centre de la capitale. Les corps portaient des traces de brûlures de produits chimiques et d'étranglement. L'une des victimes a été identifiée comme étant Eddy Mauricio Caceres, l'autre n'a pas été identifiée avant d'être enterrée.

MORT MYSTERIEUSE DE CITOYENS CHINOIS

Suey He Chen et Kwang Ching Pi, de nationalité chinoise, ont été retrouvés assassinés par balles dans une propriété du colonel à la retraite Rodolfo Gutierrez Poggio, qui a lui-même disparu. Les faits ont eu lieu dans un quartier résidentiel de la capitale, a-t-on appris par la presse locale du 19 juin.

Sur les lieux, a été capturé le citoyen chinois Chen Chun Yen, en possession d'un carte d'identité guatémaltèque qui lui avait été délivrée seulement 17 jours après son arrivée dans le pays alors qu'il faut normalement plusieurs mois de démarches pour obtenir un document de ce type.

La presse souligne que la mort de ces deux personnes et la disparition du militaire à la retraite pourraient être une tentative de faire disparaître des preuves sur la corruption existant à la direction générale de la migration et du responsable de cet organisme, Milton Cerezo, frère du président de la République.

UN NORD-AMERICAIN ASSASSINE EN MISSION OFFICIELLE

Selon des informations connues le 18 juin, le nord-américain Joseph Francis Teates, 26 ans, membre des corps de la paix des Etats-Unis, a été retrouvé mort, une corde au tour du cou et une autre aux pieds, suspendu à une poutre de l'intérieur de sa maison de San Pedro Carcha, département d'Alta Verapaz.

Teates était arrivé au Guatemala en décembre 1986 et s'était rendu à Carcha pour réaliser un programme d'agriculture et de santé, envoyé par le gouvernement de son pays.

MENACES CONTRE UNE FAMILLE AGRESSEE PAR LES GARDES DU CORPS DE L'AMBASSADEUR DES USA

Le citoyen guatémaltèque Edgar Gomez Chacon, blessé par balles, il y a quelques jours, par les gardes du corps de l'ambassadeur des Etats-Unis, a reçu des menaces de mort et a été l'objet d'intimidation ces derniers jours. L'accusation a été faite le 24 juin par son avocat, le député Hector Luna Troccoli.

Le juriste a signalé qu'un fonctionnaire nord-américain commandait le groupe de sécurité qui, le 30 mai, a blessé par balles Gomez Chacon et mis en danger la vie de sa fille de deux ans dont la tête a été égratignée par une balle.